



## Trump en conflit ouvert avec le FBI sur l'enquête russe

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 03 février 2018

[wsws.org](http://wsws.org) 2 février 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),  
[Guerre USA OTAN](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Le conflit politique à Washington qui s'exprime dans l'enquête russe a atteint un niveau d'intensité extraordinaire, provoquant ce qui devrait être un rejet public du FBI et le ministre de la justice par la Maison Blanche ce vendredi. Les responsables de la Maison Blanche ont déclaré jeudi après-midi devant la presse que le président Trump avait approuvé la publication de la fameuse « note de Nunes » contre les protestations bruyantes du FBI, et qu'elle serait probablement renvoyée au Congrès vendredi pour publication vendredi.

La note de Nunes est un document de quatre pages rédigé par le personnel du House Intelligence Committee (la Commission du renseignement de la Chambre des représentants), présidé par le représentant républicain Devin Nunes de Californie. Il aurait déclaré que le FBI avait initié en octobre 2016, au plus fort de la campagne présidentielle, une mise sur écoute de l'ancien conseiller politique de Trump, Carter Page, au motif d'allégations non prouvées de liens entre Page, Trump et le gouvernement russe.

Ces allégations constituent la majeure partie d'un rapport de 35 pages préparé par Christopher Steele, un ancien agent de renseignement britannique embauché par Fusion GPS, une firme à Washington de fouille-merde qui a été commandé par les démocrates pour mener des recherches à l'encontre de Trump. Steele a compilé des documents bruts et non vérifiés fournis par ses contacts russes, prétendant documenter les efforts de Trump pour développer des affaires à Moscou et les efforts du gouvernement russe pour cultiver des relations avec le personnel de campagne et les conseillers de Trump.

Quels que soient ses propres mensonges et distorsions, la note de Nunes affirme apparemment une vérité irréfutable. Elle soutient que l'enquête russe a été concoctée, sans fondement réel, par des sections de l'appareil de renseignement qui ont soutenu la campagne d'Hillary Clinton.

Malgré la propagande massive des médias sur cette question, aucune preuve réelle n'a jamais été présentée sur l'ingérence russe dans les élections de 2016 (que ce soit par piratage ou par l'achat de petites quantités de publicité pro-Trump sur les médias sociaux). Ce faux problème a été placé au centre de la vie politique américaine pour promouvoir une ligne précise dans la politique étrangère, exigeant une plus grande intervention militaire américaine dans la guerre civile syrienne et une attitude plus anti-russe en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et en Asie centrale.

Les deux parties au conflit dans le Washington officiel sont réactionnaires et

antidémocratiques. Alors que Trump parle au nom de certaines couches de Wall Street, alliées aux factions fascistes et racistes de l'extrême-droite, les démocrates défendent la grande entreprise avec la même ferveur, tout en exprimant les préoccupations des sections dominantes de l'appareil de renseignement et de l'armée.

La majorité républicaine dans la Commission du renseignement au Congrès a provoqué un vote en faveur de la publication de la note de Nunes lundi soir, ce qui a déclenché une période de cinq jours pour son examen par la Maison Blanche avant la publication du document. En même temps, la Commission a voté pour garder secret un rapport minoritaire démocrate de la Commission réfutant la note.

« Il est clair que de hauts responsables ont utilisé des informations non vérifiées dans un document judiciaire pour alimenter une enquête de contre-espionnage pendant une campagne politique américaine », a déclaré Nunes dans un communiqué après le vote. « Une fois la vérité établie, nous pouvons commencer à prendre des mesures pour nous assurer que nos agences de renseignement et nos tribunaux ne soient plus jamais utilisés à des fins abusives. »

Le directeur du FBI, Christopher Wray, s'est opposé avec véhémence à la publication de la note. Remarquablement, Nunes s'est d'abord opposé à ce que le FBI soit autorisé à voir la note, et la Commission a voté pour ne pas permettre à Wray de s'exprimer en personne devant eux avant le vote pour la rendre publique.

Wray et le sous-procureur général Rod Rosenstein se sont rendus à la Maison-Blanche lundi après-midi pour demander de l'aide, mais ils ont été catégoriquement rembarrés lors d'une réunion avec le chef de cabinet John Kelly et l'avocat de la Maison Blanche Don McGahn. Trump n'a même pas pris la peine de leur parler, deux hommes qui sont redevables à Trump pour leurs nominations aux fonctions les plus importantes au ministère de la justice.

Mercredi, le FBI a publié une déclaration sans précédent dénonçant la décision de la Commission du renseignement de publier la note (et critiquant implicitement le soutien de Trump à cette action). La déclaration de deux paragraphes n'était pas publiée sous le nom de Wray - un signal apparent qu'il n'avait pas l'intention de provoquer son propre renvoi - mais c'était néanmoins un acte de défi indubitable.

« En ce qui concerne le mémorandum de la Commission du renseignement, le FBI a eu une occasion limitée d'examiner cette note le jour avant que la Commission a voté sa publication », indique le communiqué. « Comme nous l'avons exprimé lors de notre premier examen, nous avons de sérieuses inquiétudes quant aux omissions matérielles qui ont un impact fondamental sur l'exactitude de la note. »

Nunes a répondu en termes encore plus stridents, déclarant que : « Ayant bloqué les demandes d'information du Congrès depuis près d'un an, il n'est pas surprenant de voir le FBI et le ministère de la justice émettre des objections fallacieuses à ce que le peuple américain soit informé des abus de surveillance dans ces agences. »

Le président de la Chambre des Représentants, Paul Ryan, a déclaré jeudi lors d'un rassemblement républicain en Virginie occidentale que le public doit savoir si les agents fédéraux (FBI) « ont exprimé des préjugés ou ont été expéditifs ou ont commis des fautes. » Il a cité des préoccupations au sujet de la « violation des droits individuels américains ». Le chef de la majorité au Sénat, Mitch McConnell, qui se tenait à côté de Ryan, a déclaré que

Nunes « gère cela comme il se doit ».

Dès jeudi soir, les reportages dans la presse de la crise étaient pleins de rumeurs selon lesquelles Wray pourrait démissionner en signe de protestation une fois la note rendue publique vendredi, et que Trump s'apprêtait à congédier Rosenstein, qui est le principal responsable du ministère de la Justice chapeautant l'enquête russe du procureur spécial Robert Mueller, depuis que le procureur général Jeff Sessions s'est récusé de son rôle l'année dernière.

Le spectacle d'un président en guerre ouverte contre ses propres candidats installés au FBI et au ministère de la justice souligne seulement que le conflit à Washington n'est pas une question de personnalités ou de simples conflits partisans entre les deux partis contrôlés par les grandes entreprises, mais un conflit plus fondamental au sein de la machine d'état elle-même.

Les républicains du Congrès, normalement défenseurs à outrance du FBI et d'autres organismes de répression d'État, se font les avocats des libertés individuelles et du droit des individus qui devraient être épargnés par l'espionnage gouvernemental injustifié – tant que ces individus sont Donald Trump et ses principaux collaborateurs.

Nunes, qui prétend s'opposer aux « abus » des agences de renseignement, a été un des principaux promoteurs du récent renouvellement de l'article 702 du PATRIOT Act, qui autorise la surveillance infondée quasi illimitée sur les communications des Américains, à condition qu'elle se déroule sous prétexte de la lutte contre le « terrorisme ».

Les républicains comme Ryan et McConnell, se faisant passer pour des défenseurs des « libertés individuelles », sont des défenseurs acharnés de la violence policière et de la répression, et ont mené l'attaque pour que les mesures les plus brutales soient utilisées contre ceux qui sont véritablement impliqués dans les révélations des crimes de l'appareil de renseignement et l'armée américains, comme Chelsea Manning, Julian Assange et Edward Snowden.

De l'autre côté, Wray et Rosenstein défendent le pouvoir absolu de l'appareil de renseignement d'espionner tout le monde, y compris les candidats politiques et leurs principaux assistants, sans aucune obligation démocratique à rendre des comptes.

De manière remarquable, Thomas O'Connor, président de l'Association des agents du FBI, a publié jeudi une déclaration en soutien à Wray. Elle a félicité Wray pour « avoir serré les coudes avec les hommes et femmes du FBI alors que nous travaillons ensemble pour protéger notre pays des menaces criminelles et de celles portant atteinte à la sécurité nationale ».

Tandis que Nunes et les républicains prétendent que le FBI a « abusé » du processus FISA pour obtenir un mandat de surveillance de l'ancien aide de Trump, Carter Page, le processus FISA lui-même, soutenu par l'appareil politique entier, est un abus des droits démocratiques.

FISA, le tribunal secret qui entend les demandes des agences de renseignement pour des mandats d'espionnage, approuve sans discussion de telles demandes dans 99,9 pour cent des cas. Les personnes visées par l'espionnage n'ont aucune possibilité de s'y opposer – au contraire, elles n'en sont même pas au courant, puisque toute la procédure se déroule à huis clos.

Le conflit entre Trump et le FBI a permis aux démocrates du Congrès d'adopter leur rôle préféré, celui de défenseurs les plus véhéments de l'appareil de renseignement et de l'armée. Le leader démocrate à la Commission du renseignement de la Chambre des représentants, Adam Schiff, a publié un barrage de déclarations soutenant l'intégrité du FBI, l'un des principaux instruments de l'État capitaliste pour les atteintes aux droits démocratiques.

Dans une chronique publiée jeudi dans le *Washington Post*, Schiff a traité Nunes, sans le dire explicitement, de traître, affirmant que sa note « ternit le FBI et le ministère de la Justice – tout en révélant potentiellement des sources et des méthodes de renseignement. » Il a critiqué Nunes pour avoir déclaré que « le ministère de la Justice et le FBI eux-mêmes étaient le sujet d'une enquête », comme si une telle enquête serait intrinsèquement interdite. Et il a mis en garde contre « le risque d'une crise constitutionnelle » si Trump, suite à la publication de la note, devait congédier le procureur spécial Mueller ou le sous-procureur général Rosenstein.

Schiff termine par un avertissement que les républicains perturbent le marché qui a été à la base de la création des commissions du renseignement de la Chambre et du Sénat après le scandale du Watergate de 1972-1974 :

« En échange de la volonté de la communauté du renseignement de révéler des secrets nationaux étroitement protégés à un groupe restreint de membres et de personnel à des fins de surveillance, les Commissions et les dirigeants du Congrès se sont engagés à gérer ces informations de manière responsable et sans considération politique. Cet accord a maintenant été spectaculairement rompu par la création d'une note partisane qui déforme des informations hautement classées qui ne seront jamais rendues publiques. Les agences de renseignement ne peuvent plus être convaincues que l'information qu'elles fournissent à la Commission ne sera pas réutilisée et manipulée pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la sécurité nationale. En conséquence, elles seront beaucoup plus réticentes à partager leurs secrets avec nous à l'avenir. »

Schiff fait une révélation extraordinaire sur la vraie relation de pouvoir à Washington : ce sont les responsables non élus de l'appareil de renseignement, et non les membres élus du Congrès, qui en réalité tirent les ficelles. Les politiciens démocrates et républicains ne servent que de façade et leurs conflits donnent l'illusion d'une démocratie, tandis que tout le système est consacré à l'oppression et au vol des travailleurs, aux États-Unis et dans le monde entier.

Patrick Martin

Article paru en anglais, WSWS, le 2 février 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Patrick Martin](http://Patrick Martin), [wsws.org](http://wsws.org), 2018

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)